

Conférence sociale n°2 :

La direction initialise de nombreux projets d'externalisation – La CFE-CGC pose ses conditions

Le 15 novembre 2013

Pourquoi la CFE-CGC s'est elle rendue à cette conférence sociale ?

Malgré une 1^{ère} conférence décevante, la CFE-CGC a décidé de se rendre à cette 2^{ème} conférence, considérant qu'il y avait urgence dans l'intérêt des salariés concernés par les externalisations. Le contexte interne et externe à l'entreprise a en effet changé depuis cet été.

La loi de « sécurisation de l'emploi » votée en juin 2013 fixe désormais à 4 mois maximum la durée de la procédure des PSE (sauf accord contraire syndicats/direction). **Le temps perdu à ne pas négocier ne peut donc pas être rattrapé.** Jeudi 14 au soir la direction a d'ailleurs annoncé qu'elle fixait la date T0 de la procédure PSE au 17 décembre 2013.

En interne Michel Combes mène son plan Shift au pas de charge. Il tient son planning et est même en avance sur le volet financier de son plan. La loi de juin 2013 lui donne la possibilité de faire homologuer son PSE par l'inspection du travail sans négociation. Lors de la réunion à Matignon du 29 octobre, nous avons compris qu'il ne faudra pas trop compter sur le gouvernement pour bloquer l'homologation, malgré les rodomontades de J.M. Ayrault. **Le risque d'un passage en force de la direction, sans amendement de son plan, est donc réel.**

Et enfin, concernant plus précisément les projets d'externalisation de la direction, la CFE-CGC envisage des actions en Justice afin de s'opposer aux projets qu'elle jugera nuisibles à l'intérêt des salariés. **Mais monter des dossiers juridiques solides prend des mois et nécessite de connaître au préalable les intentions de la direction.**

Que s'est il dit lors de cette deuxième conférence sociale ?

Les sujets abordés ont été l'avenir des Bell Labs France et les projets d'externalisations d'activités initialisés par la direction : les Applications Informatiques BITT, les Réparations, la Field Force, la R&D Wireless 2G/3G, les Services Généraux Immobiliers, la Finance et les RH.

La direction a présenté ses différents projets d'externalisation, qui sont plus ou moins avancés. Elle a tenté de les justifier par des gains sur les coûts et sur l'efficacité opérationnelle. Elle s'est refusée à communiquer pour l'instant le nom des éventuels repreneurs mais a fourni des précisions sur les périmètres et les calendriers envisagés pour ces externalisations.

La CFE-CGC a de son coté précisé sa position générale sur les externalisations et a posé ses conditions. La CFE-CGC n'est pas opposée par principe aux externalisations mais elle a exigé des garanties :

- **Garanties sur les gains économiques et opérationnels pour ALU**
- **Garanties sur le repreneur : solidité financière, fiabilité du projet de reprise, volonté d'investir et de se développer, pérennité des activités sur le bassin d'emploi**
- **Garanties sociales pour les salariés transférés, notamment sur l'emploi**
- **Transfert des contrats de travail chez le repreneur sur la base du volontariat et reconversion interne pour les salariés non volontaires**

La CFE-CGC a d'ores et déjà prévenu la direction que pour les projets jugés non fiables, elle saisirait les tribunaux pour s'opposer aux transferts autoritaires des contrats de travail, dès lors que les conditions d'application de l'article L1224-1 du Code du Travail ne seront pas réunies.

L'avenir des Bell Labs France

La dernière réorganisation des Bell Labs a réduit considérablement le poids de la France : en dehors d'un seul programme sur les 8 sous responsabilité française (l'Optique), ALBLF est cantonnée à des activités de recherche périphériques comme les Mathématiques ou la Sécurité et à de la sous-traitance de recherche pour Wireless et l'IP Networking. La direction a pourtant admis au cours de cette réunion qu'un chercheur français coûtait 3 fois moins cher qu'un chercheur américain pour une productivité supérieure. Elle a tenté de justifier ses choix par le concept particulièrement flou d'« écosystème » (sic).

Commentaire CFE-CGC : Les Bell Labs innoveront en inventant le licenciement politique. Les arbitrages négatifs subis par ALBLF aussi bien en termes d'effectifs que de responsabilités permettent, avec un budget Recherche Groupe donné, de maintenir une structure de prestige à Murray Hill, qui n'a pas prouvé son intérêt économique depuis plus de 10 ans. La direction doit revoir sa copie sur des critères économiques.

L'externalisation des activités applicatives chez BITT

C'est aujourd'hui le projet le plus avancé. La direction justifie son projet par un besoin pressant dû au plan Shift d'outils informatiques Corporate, que BITT serait incapable d'absorber dans le délai imparti. Le périmètre comprend les activités de développement informatique, de mise en production des applications et de support liées directement à la gestion des projets. Cela concernerait en France environ 80 salariés répartis entre Illkirch et Vélizy/Villarcieux.

Commentaire CFE-CGC : Les systèmes d'information sont un élément différenciateur dans la stratégie des entreprises. Il nous semble très risqué d'en confier la maîtrise à un prestataire.

L'externalisation des activités de Réparation et de Field Force à Ormes

La direction justifie ses projets externalisation par une pression accrue sur les prix. Dans le cas de la réparation elle invoque en outre un ralentissement à venir de l'activité sans fournir aucun élément concert à l'appui de ses prévisions.

Commentaire CFE-CGC : Après avoir clamé que le centre de réparation d'Ormes était un centre d'excellence, la direction décide de s'en défaire. Elle se cache derrière de faux prétextes, en arguant qu'il vaut mieux vendre tant que ça marche. A ce jour rien n'est très clair pour Field Force : externalisation ou pas, quel périmètre ? Pour Ormes, la seule chose qui soit sûre c'est que la perte de ces 2 activités principales entraîne la chute du site.

L'externalisation de la R&D Wireless mature

Aucune décision ne serait prise selon la direction, mais ce projet risque de concerner beaucoup de salariés en France. 390 salariés répartis entre Lannion et Vélizy/Villarcieux restent encore affectés fin 2013 sur les activités 2G et 3G. Plus d'une centaine d'entre eux sera reconvertie sur la 4G dans le cadre du projet Ambition mais pour les autres l'avenir devient très incertain.

Commentaire CFE-CGC : Les risques clients et les risques sociaux sont majeurs sur ce projet.

Pas question que la direction nous refasse le coup de 2009 lorsqu' elle a tenté de transférer autoritairement les salariés de la R&D mature chez Wipro.

L'externalisation des Services Généraux Immobiliers

La direction entend transférer à un prestataire unique au niveau mondial ses services généraux pour l'ensemble des sites ALU. En France, où les services généraux sont déjà très largement externalisés, il reste à fin 2013 24 salariés en charge de la gestion opérationnelle des sites. La direction entend également externaliser cette dernière activité. Ces salariés seraient amenés à rejoindre soit le prestataire, soit l'équipe centrale ALU en charge du pilotage du prestataire.

Commentaire CFE-CGC : La direction semble oublier que 5 sites vont fermer en France. Son projet reste très flou sur le devenir de ces salariés en charge des services généraux.

L' externalisation de certaines missions de la Finance

La direction veut diminuer d'un tiers le cout mondial de la Finance. Pour cela elle veut se doter d'outils informatiques plus performants, se réorganiser en profondeur et externaliser un certain nombre de ses missions. Pour les fonctions de support Business, il s'agirait d'une partie des missions du contrôle de gestion, du contrôle financier de projet et du recouvrement. Pour les fonctions centrales, il s'agirait d'une partie des missions de la comptabilité opérationnelle et de la trésorerie. La direction n'a pas fourni de chiffres pour la France mais a indiqué qu'une partie significative des 116 salariés sur les fonctions support Business et des 157 salariés sur les fonctions centrales seront concernés par ces externalisations.

L' impact de Shift sur les Ressources Humaines et ALU University

Concernant la RH la direction étudie la possibilité de s'appuyer sur un partenaire capable de prendre en charge la redéfinition de ses processus et la professionnalisation de ses centres de services partagés, pouvant aller jusqu'à un transfert de ses centres auprès du partenaire.

Concernant Alcatel-University , la direction étudie la possibilité d'étendre son accord avec NIIT pour la gestion administrative et logistique de ses formations et de s'appuyer sur un partenaire capable de prendre en charge le design, le développement, le déploiement de la formation ainsi que la formation elle-même.

Commentaire CFE-CGC : En France, la direction n'envisage pas de transfert de salariés vers les prestataires en dehors de ceux affectés à My PLE. Que vont devenir les salariés RH et University dont les activités seront externalisées ou dont les sites vont fermer ? Les bouleversements induits par Shift vont pourtant nécessiter de renforcer significativement l'accompagnement RH et la formation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à contacter vos délégués syndicaux CFE-CGC